

Des agents accueillent chaque jour un public de plus en plus difficile dans des locaux vétustes, inadaptés et parfois dangereux. Cette situation n'est plus acceptable. Lors de la Formation Spécialisée du CSA de la DISP de Lyon, du 23 juin, L'UFAP UNSa JUSTICE a une nouvelle fois alerté l'administration en portant à l'ordre du jour la situation catastrophique des SPIP en souffrance.

Alors que les SPIP accueillent de plus en plus de monde et des PPSMJ de plus en plus imprévisibles et précaires, la modernisation globale des locaux n'a pas été à la hauteur du niveau d'exigence de l'accueil de masse et de l'augmentation constante des charges d'activité. Le résultat est que des agents travaillent dans des conditions indignes et à risque.

La situation du **Milieu Ouvert de Roanne** est connue depuis des lustres et ses travailleurs ont **un réel sentiment d'abandon**. Lors de nos dernières visites, nous avons tiré la sonnette d'alarme. Dans ces locaux vétustes, la sécurité n'est même pas en option : pas de SAS, proximité des bureaux de travail et des bureaux d'accueil, pas de possibilité réelle de fuite en cas d'incident... Et il ne fait pas bon d'être une personne à mobilité réduite... Promiscuité, insécurité, exigüité, agencements de guingois des locaux, le cocktail est explosif. Et la DI ne semble avoir aucun plan, aucune perspective alors que la direction locale ne répond plus depuis Mathusalem. **Pour assurer la continuité du service public dans des conditions pareilles, c'est toute l'équipe du SPIP qui pourrait prétendre à un Témoignage Officiel de Satisfaction de la part de l'administration !**

Le SPIP d'Annecy a eu une opportunité de déménagement mais le projet s'est enlisé dans les sables mouvants bureaucratiques alors qu'il aurait fallu faire preuve de réactivité dans cette cité dynamique où le marché immobilier est sous tension. Dans cette agglomération dépassant les 200 000 habitants, les agents besognent dans un SPIP adapté aux conditions d'accueil du siècle dernier. Entassés dans des locaux trop exigus, ils travaillent dans des conditions à risque avec là encore, une zone d'accueil qui ne respecte pas les exigences minimales de sécurité avec des PA isolés des autres personnels. Comme nous l'avions mis en exergue, le point d'eau pour les personnels situé dans des toilettes est juste honteux et les risques en matière d'incendie sont préoccupants avec le serveur refroidi par un ventilateur allumé chaque matin par les collègues. **Suite à nos échanges, le DI a annoncé la venue sur le site de la Direction des Affaires Immobilières pour envisager des solutions sur les problématiques les plus à risque que nous avons soulevé.** En attendant les rafistolages, aucune délocalisation ne se profile.

Au SPIP MO de Villefranche-Sur-Saône, L'UFAP UNSa Justice de L'UR DE LYON pensait les agents tirés d'affaire avec un projet de déménagement sur les rails. D'après le DI, le projet est tombé à l'eau. L'horreur immobilière (là aussi, le diagnostic sur les locaux et le mal être des personnels est connu...) va perdurer même si le DI a souligné que le site restait prioritaire alors que le soulagement de toute une équipe n'était pas loin...

Au SPIP du MO de Valence, la situation est documentée depuis le rapport du CHSDT de 2021. Risque électrique, accueil peu sécuritaire, PA là aussi isolées dans la zone d'accueil, pannes de climatisation ou de chauffage récurrentes...Aucun projet tangible n'a encore vraiment émergé même si le DI nous a confirmé qu'une étude de faisabilité était en cours sur l'un des sites pressentis, celui qui questionne beaucoup les agents...

Face à ces constats accablants, le DI a rappelé l'effort de modernisation engagé ces cinq dernières années : les SPIP de Bonneville, d'Aurillac, de Vienne, de Cusset et de Clermont-Ferrand sont sortis de la nasse. Le budget consacré à la rénovation immobilière des SPIP est de 11 millions d'euros par an au niveau national et la DISP de Lyon a été plutôt bien lotie.

L'**UFAP UNSa Justice** ne peut accepter ce discours du verre à moitié plein. Le lendemain, lors d'une bilatérale avec le nouveau DGAP, L'**UFAP UNSa Justice** a de nouveau évoqué le sujet à M. COURTADE qui a eu une oreille attentive car il ne pouvait que souscrire à nos inquiétudes. Les SPIP de Roanne et d'Annecy ont été cités en exemple parmi les SPIP de tout le territoire où la sécurité des agents n'est pas garantie par leur employeur.

Les personnels des SPIP ne demandent pas des privilèges. Ils demandent simplement de pouvoir exercer leurs missions dans des locaux sûrs, dignes et adaptés. Aujourd'hui, l'État expose ses propres agents. Demain, il devra en assumer les conséquences.

L'**UFAP UNSa Justice** revendique la mise en œuvre des préconisations du rapport CHAUVET et de la circulaire de 2013 sur la sécurité des SPIP. Nous exigeons un audit national pour cibler les SPIP où les agents travaillent dans l'insécurité et dans des conditions d'hygiène inacceptable. Nous exigeons un budget et un plan de modernisation des SPIP enfin adaptés pour que les agents concernés n'aient plus travailler la boule au ventre.

Comme pour la lutte contre la surpopulation carcérale, l'Etat n'a pas les moyens de ses ambitions. Alors que le nombre de probationnaires en milieu ouvert ne cesse de croître pour atteindre une masse critique (près de 225000 suivis...), on ne donne pas aux agents les moyens pour travailler en sécurité et dans la sérénité.

Jusqu'à quand l'Etat, les politiques et le ministre de la Justice seront démissionnaires ?

Jusqu'à quand les agents ne pourront que constater leur abandon en rase campagne ?

Quand cesseront ces services publics de la honte avec ces conditions de travail et d'accueil déléteres et à risques ?

POUR L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon, il n'y a qu'un remède pour sortir de la crise :

UN CHOC DES MOYENS !!!

